

Shah, Said A. (Éd.), *India : Degradation and Development*.
Secunderabad (Inde), M. Veenkatarangaiya Foundation, 1982.

S. J. Noumoff

Volume 15, Number 4, 1984

La crise des relations internationales : vers un bilan

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701782ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701782ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Noumoff, S. J. (1984). Review of [Shah, Said A. (Éd.), *India : Degradation and Development*. Secunderabad (Inde), M. Veenkatarangaiya Foundation, 1982.] *Études internationales*, 15(4), 973–976. <https://doi.org/10.7202/701782ar>

juste rappel que la croissance économique de ce petit pays, est loin du miracle que certains ont cru voir, terminent cette quatrième partie. Au niveau du traitement, cette dernière se situe entre la deuxième et la troisième.

L'ouvrage de Frédéric Max, de toute évidence, en est un de vulgarisation: il ne saurait satisfaire celui ou celle qui s'intéresse sérieusement à la Corée du Sud. Dès le départ, ce genre d'ouvrage prête facilement le flanc à la critique: ce qui explique la plupart des reproches que nous avons pu formuler jusqu'ici, quant au fond. Pour ce qui est de la forme cependant, le style de l'auteur est quelque peu inégal et il y eut été préférable de regrouper davantage de données sous une forme simplifiée par l'ajout de tableaux et de graphiques. Néanmoins, l'ouvrage de Max peut constituer un point de départ pour le profane désireux de faire connaissance avec ce pays.

Pierre VILLENEUVE

*Département de science politique
Université Laval, Québec*

SHAH, Said A. (Éd.), *India: Degradation and Development*. Secunderabad (Inde), M. Veenkatarangaiya Foundation, 1982.

L'ouvrage de Said Shah, *India Degradation and Development*, peut être fièrement ajouté à une littérature, dont le volume est réduit mais croissant, qui provient du tiers monde et fait éclater certaines des doctrines conventionnelles. Ce qui s'avère le plus rafraîchissant dans cette étude est qu'elle démontre on ne peut plus clairement que le dogmatisme ne peut jamais remplacer l'analyse. Cela ne veut pas dire que cet ouvrage est dénué d'opinion, puisqu'il est évident que ce n'est pas le cas, mais plutôt qu'il s'agit d'une sérieuse tentative en vue de considérer la réalité, tout en vérifiant et, si nécessaire, en remettant en question des aspects de cette opinion.

Selon le responsable de la publication, le docteur S. A. Shah, les deux visions opposées du développement indien depuis l'indépendance peuvent être résumées comme suit: 1) l'amélioration du taux de croissance a créé les conditions pré-requises à un imminent et im-

portant bond en avant; 2) les riches se sont approprié de façon disproportionnée des gains qui se sont produits. Bien que les neuf collaborateurs s'associent tous eux-mêmes à la seconde perspective, ils ne le font pas comme s'il s'agissait d'un article de foi mais, plutôt, l'adoptent après une analyse réfléchie des données disponibles. On peut considérer comme l'une des démonstrations les plus éloquents du problème l'observation selon laquelle l'Inde, pour ce qui est du nombre des travailleurs professionnels et qualifiés, se classe au troisième rang dans le monde. Alors que ce groupe se développait, le fossé entre les riches et les pauvres s'élargissait, la qualité de vie de la moitié des 680 millions habitants de l'Inde se détériorant depuis l'indépendance formelle. Bien que des réformes institutionnelles aient été instaurées sur le front politique, et que la substitution aux importations et l'orientation vers la croissance des exportations soient devenues les caractéristiques centrales de la politique économique, le chômage et l'inflation se sont élevés au cours des années 70 et la production a stagné. Le contexte international, caractérisé par la crise économique globale et l'intensification de la rivalité entre les deux superpuissances, a peu fait pour améliorer la situation.

Les deux premiers auteurs, Ranjit Sau et Nirmal Chandra, centrent leur analyse respective sur les obstacles à la croissance – les relations agraires et le caractère subordonné de l'économie de l'Inde. Pour les lecteurs non familiers avec les polémiques au sein de la gauche indienne, le ton employé par Sau dans son article peut sembler légèrement ulcéré, puisqu'il s'agit de la réponse à une critique formulée à l'encontre de son ouvrage précédent. Soit dit entre parenthèses, il aurait été utile que le directeur de la publication fournisse un bref résumé des principales questions impliquées dans les débats. Nonobstant cela, les questions qui ont émergé sont importantes. Le manque de pouvoir d'achat de l'immense majorité de la population indienne est une condition suffisante mais non nécessaire pour expliquer pourquoi le capitalisme a perdu sa capacité de se développer en Inde. Soutenir, comme il le fait, que le trait prédominant de l'économie est celui de la stagnation ne re-

vient pas à dire qu'aucun changement n'a été opéré. Il n'est pas aveugle devant l'évidence, laquelle peut se résumer comme suit: le nombre de ménages ruraux, l'espace cultivé et la dimension moyenne des petites propriétés foncières se sont accrus entre 1954 et 1972; le pourcentage des ménages sans terre a décru, comme conséquence de l'augmentation en pourcentage des propriétés foncières relativement petites; les travailleurs ruraux se sont accrus en nombre, non comme conséquence du fait que les paysans soient dépossédés de leur terre mais, plutôt, à cause de l'augmentation de la population rurale. En outre, l'agriculture capitaliste, en tant qu'opposée à l'agriculture traditionnelle, a connu son plus fort taux de croissance entre 1965 et 1975, tandis que la décennie 70 a vu le décollage de l'investissement intercorporatif dans le secteur industriel, ce qui eut pour résultat un accroissement de la concentration des sociétés.

Sau met en perspective la source de la richesse en Inde lorsqu'il nous rappelle que la moitié du revenu national provient encore du secteur agricole. Cela revêt une importance particulière quand on réalise le lien entre ce fait et la dépendance de l'Inde par rapport au système du marché international; 40 % de tous les frais additionnels encourus par l'augmentation de la production de céréales pour l'alimentation sont absorbés par les coûts des importations. Bien que la situation dans le secteur industriel ne soit pas aussi apparemment morne, la perte dans ce cas se situe à 10 % de l'augmentation du coût de production qui va directement aux firmes étrangères, en plus de la perte presque incalculable due au profit, aux paiements de redevances, à la fixation du prix de transfert et à d'autres techniques raffinées développées par les sociétés multinationales pour extraire indirectement la richesse des pays du tiers monde telle l'Inde.

La contribution de Chandra situe le problème dans sa perspective large. Il soutient que toute politique qui conteste la chaîne de la domination doit être vue sous un jour positif pour l'Inde ou pour toute société du tiers monde. Par ailleurs, la prudence est recommandée lorsque nous examinons de près une organisation de producteur comme l'OPEP.

Une bonne partie de leur profit apparent retourne vers le monde développé par le biais d'achats d'armes, d'achats de moyens de production, de biens de consommation de luxe, de rentes privées et de banques transnationales. Dans le contexte indien, le « cycle de la pauvreté » est perpétué par des épargnes peu élevées ayant pour résultat un investissement peu élevé conduisant à des revenus peu élevés. Chandra perce aussi l'illusion voulant que des avoirs peu élevés en change constituent une variable majeure pour expliquer ce cycle. En 1978, les avoirs de l'Inde s'élevaient à 46,9 milliards de roupies et, malgré tout, c'était la stagnation générale. Une caractéristique d'ensemble du secteur industriel est que, en l'absence d'un marché intérieur, il fonctionne en utilisant relativement peu sa capacité de production, produisant de ce fait peu de surplus. Chandra attire l'attention sur une étude portant sur 45 industries mobilisant beaucoup de capitaux et où la sous-utilisation de la capacité de production varie de 12 à 69 %. Cela soulève la question évidente à savoir pourquoi l'investissement industriel en arrive à d'aussi faibles rendements. Une partie de la réponse réside dans le développement inégal de l'économie; autrement dit, quelques secteurs croissent aux dépens des autres, une autre partie de la réponse pouvant se trouver dans le fait qu'un petit profit peut être perçu par l'entrepreneur individuel en termes positifs. Bien qu'il n'y ait pas eu de croissance générale dans la production matérielle nette des secteurs primaire et secondaire, des croissances se sont produites, entre 1950 et 1977, dans des domaines choisis: la production de l'acier a crû de 7,4 fois, le charbon de 3 fois, l'électricité de 12 fois, les automobiles de 5 fois, le ciment de 6 fois, les appareils non électriques de 25 fois et les appareils électriques de 15 fois. Parallèlement à cela, le taux de chômage déclaré, lequel était inférieur au taux actuel, s'est élevé de 3 % en 1968 à presque 11 % en 1977. Le type d'installations industrielles mises en place a reflété une utilisation décroissante de la main-d'oeuvre par rapport aux machines. Fait critiquable: les salaires des travailleurs n'ont pas été ajustés aux augmentations de la production. La productivité du travail a doublé de 1951 à 1975 mais, plutôt que de se traduire en pouvoir

d'achat pour la majeure partie de la population, elle a été détournée au profit des traitements offerts aux cadres dans le secteur privé. Même le taux de croissance élevé dans les secteurs choisis a montré, à partir de 1965, des signes de ralentissement. On nous rappelle que le revenu per capita au Royaume-Uni, avant son industrialisation, équivalait à deux fois et demi celui de l'Inde à l'heure actuelle. La réponse qu'apporte Chandra au problème comporte deux facettes: le changement du modèle fondamental de la propriété des terres dans les zones rurales et l'augmentation du nombre d'industries requérant beaucoup de main-d'oeuvre, de préférence à celles qui requièrent beaucoup de capitaux. En outre, il importerait de stopper l'écoulement des profits vers des bienfaiteurs étrangers, écoulement qui a coûté à l'économie indienne 1,5 % de son produit national brut entre 1968 et 1976, soit environ 8 milliards \$. Durant la même période ou à peu près (plus précisément, de 1967 à 1972), les ventes des entreprises multinationales dans le secteur privé s'accroissaient seulement de 26 à 30 %, les profits nets augmentant de 36 à 50 %.

Les caractéristiques générales de l'économie indienne n'ont pas une origine récente. La contribution de D. D. Kosambi, rédigée à l'origine au cours des années 50, fournit un arrière-plan utile à la compréhension de la dynamique du modèle indien. Les industries requérant beaucoup de capitaux ont évidemment été populaires, comme l'a été la direction de la transformation de l'agriculture de sa forme féodale à la domination du secteur rural par le moyen propriétaire, paysan et capitaliste. L'étude de K. C. Alexander sur le déplacement de l'alignement politique des associations paysannes des états de l'Inde du Sud que sont le Kerala et le Tamil Nadu démontre comment la politique gouvernementale peut miner le militantisme paysan. Tandis que, pour sa part, Pradhan Prasad élabore les méthodes utilisées par cette « haute-paysannerie » pour exercer sa domination continue sur la paysannerie. Directement, cela se réalise surtout par le prêt d'argent et la location à la fois de petites parcelles de terre et d'appartements et, indirectement, en vertu du fait que la plupart des fonctionnaires vien-

nent de ce groupe et lui doivent obéissance. Une grande partie de la démonstration contenue dans le livre tend à prouver le point de vue de Prasad à l'effet que cette « haute-paysannerie » considère le maintien de la pauvreté de la masse comme allant de son propre intérêt. Toute altération fondamentale du statu quo est vue comme un défi économique, et par conséquent politique, au privilège existant.

Les trois autres articles de cet ouvrage se concentrent sur l'un ou l'autre aspect du problème de classe et de caste ou de région et d'ethnie. Sharad Patil expose la nuance de complexité entourant la dispute de longue date qui oppose, en Inde, les marxistes et les non marxistes au sujet du rapport entre la classe et la caste. Tandis que Patil se situe en terrain fertile aux yeux du lecteur spécialisé, les parties de N. Sengupta et de S. K. Baruah, qui portent respectivement sur la région de Jharkand dans l'État du Bihâr et sur l'Assam, ont de la valeur pour le lecteur ordinaire mais bien informé. Sengupta démontre que les fidélités locales tendent à être renforcées par le fait que les « étrangers » profitent de la plus grosse partie du bénéfice des régions moins développées du pays. La consommation d'électricité per capita dans la région de Jharkand est la plus élevée de toute l'Inde, bien que la proportion des villages électrifiés soit parmi les plus basses. L'opinion traditionnelle professée par certains marxistes à l'effet qu'il existe un lien naturel entre les ouvriers et la paysannerie arriérée est quelque peu remise en question. Sengupta montre que, dans des circonstances particulières, un conflit d'intérêt se développe entre les ouvriers organisés et les paysans. Plusieurs de ces problèmes sont même plus accentués dans le contexte de l'Assam. Au cours des sept premières décennies du siècle actuel, la croissance de la population en Assam s'est élevée à 24 % (comparativement à 13 % dans le reste de l'Inde), ce qui résulta en 1971 en une courbe démographique où les groupes migratoires en venaient à l'emporter en nombre sur les natifs de l'Assam par 8,5 millions à 6,5 millions. À cause du niveau de développement plus avancé initialement atteint par les migrants, ils se sont appropriés de la plus grande partie des bénéfices découlant

de tout changement déjà en cours de réalisation, ce phénomène désavantageant de façon continue les indigènes.

Ce qui s'avère le plus estimable dans cette étude est qu'elle ouvre au lecteur occidental la possibilité de découvrir combien est créative la manière par laquelle les savants indiens cherchent à mettre fin à la croissance apparente et à l'accentuation de la misère. [Traduit de l'anglais.]

S. J. NOUMOFF

Département de science politique
Université McGill, Montréal

MOYEN-ORIENT

BENARD, Cheryl et KHALILZAD, Zalmai. *"The Government of God": Iran's Islamic Republic*. New York, Columbia University Press, 1984, 256 p.

Les auteurs de cet ouvrage tiennent que la société iranienne n'est plus en profonde évolution, qu'elle stagne, quoique des tendances fort diverses s'y opposent. Pour justifier cette conclusion, MM. Benard et Khalilzad construisent une explication du régime de Khomeini qui est certainement la plus cohérente que l'on ait jamais produite. Pourtant ils sont prudents dans leur analyse, peut-être trop prudents, comme s'ils hésitent à prendre position.

Toutefois, ils constatent que les autres spécialistes, les autres iranologues ont fait preuve d'une myopie extraordinaire en croyant à la stabilité du régime du Shah. Ils citent les noms de presque tous leurs collègues (francophones exceptés) – Binder, Zonis, Lewis – bref, tous ceux qui n'ont pas vu le ciel orange avant la révolution...

Mais disons d'emblée que ce livre est difficile à lire et à comprendre. Le style est lourd; les phrases longues. Les auteurs ont construit un modèle, plusieurs modèles même, reposant sur d'innombrables formules qui sont inutiles parce que trop abstraites. (Lire le premier chapitre sur la crise en théorie du développement). Les auteurs ont un faible pour le paradigme; en fait, leur analyse est excessivement paradigmatique, et, par consé-

quent, la méthodologie des premiers chapitres se prête à une légère confusion.

Nous savons fort bien que la plupart de la population iranienne, suite à cette révolution de 1978-1979, accorda immédiatement créance à la paternité de Khomeini et prit pour argent comptant son étalage de vertu paternelle. Aujourd'hui, les Iraniens (en Iran, et non ceux de l'extérieur) ont peut-être des sentiments mitigés quant à ce régime théocratique. Tous les opposants sont, soit neutralisés, soit anéantis. Et dans la plupart des cas, à l'heure actuelle, la population se soumet d'un coeur tremblant et avec bien des appréhensions. Ce qui troubla beaucoup c'est la succession, l'état de l'économie nationale, la guerre contre l'Iraq, les rapports avec les superpuissances.

Seul le parti chiite des « républicains » estime que dans un monde divisé, il peut voler de ses propres ailes. Dans un passage fort pertinent, les auteurs expliquent que la raison d'être de ce régime réside dans son caractère « musulman ». Ainsi une nation qui n'a pas de gouvernement « musulman », n'a aucun droit de prétendre à être une nation musulmane. L'Islam a besoin d'exporter les acquis de la révolution musulmane vers d'autres pays, vers (comme disent les auteurs) « les quatre coins du monde ». Khomeini évoquait toujours cette mission islamique à l'échelle mondiale (p. 148) dont le mot d'ordre rappellerait ces fameux versets coraniques: « La ilaha illa 'llah, Muhammad rasul-ullah ». Si cette révolution ne se répand pas, le républicanisme islamique s'éteindra.

La partie la plus intéressante de cette étude traite de la succession, l'après Khomeini. Il semble que les auteurs (sans qu'ils le disent ouvertement) soient d'avis que les partisans du Shah défunt, et de son fils (Cyrus) Resus Shah II, l'emporteront. Ce camp-là est ostensiblement appuyé par deux généraux de l'ancien régime, Gholam Ali Oveyssi et Bahram Aryana. Ces derniers auraient des liens avec les Iraquiens et les Turcs. Le bruit court que le commandant Aryana aurait des unités blindés à sa disposition en Anatolie orientale; bien sûr, le gouvernement d'Ankara l'a démenti il n'y a pas longtemps. À nous de croire que ces anciens chefs militaires entretiennent